

„ralisation du commerce et leur maîtrise d'experts du contenu des négociations;

- sur le fond, trouver un moyen de dégager des offres intéressantes en matière d'agriculture, de services et de produits manufacturés non agricoles afin de passer, dans les négociations, d'une discussion axée sur les modalités à une discussion axée sur une ouverture des marchés intéressante pour le commerce, pour les pays développés autant que pour les pays en développement.

Un progrès réel en 2005 préparerait le terrain pour le dernier droit en vue d'un accord, mais cela ne signifierait pas, bien entendu, que l'histoire s'arrête là. D'autres éléments doivent encore se mettre en place pour qu'on puisse dire que le Cycle de Doha est une affaire classée.

- Un engagement crédible de ressources à l'appui de l'assistance technique liée au commerce et du renforcement des capacités devrait se prendre pour garder le bloc important des pays pauvres (le G-90²) à la table.
- Il faudrait avoir des solutions prêtes pour résoudre les problèmes systémiques et institutionnels qui se poseront probablement, ce qui a généralement eu lieu aux dernières étapes des négociations, afin de contribuer à un accord équilibré.
- Les divers protagonistes du processus de négociation devraient résoudre les problèmes de procédures, c'est-à-dire faire venir chaque groupe de négociation, regrouper les résultats de manière compréhensible pour les membres afin de faciliter le calcul des concessions devant lesquelles ils se retrouvent individuellement et maintenir la transparence du processus afin d'éviter un bris de confiance involontaire qui pourrait faire dérailler totalement le processus.

Y a-t-il des idées novatrices sur les moyens de sortir des diverses impasses qui ont ralenti ou bloqué les négociations jusqu'à présent? Les principaux États industrialisés verront-ils la libéralisation multilatérale du commerce comme une solution à leurs

² Le G-90 est une coalition orientée vers l'OMC des pays les moins avancés (PMA), de l'Union africaine (UA) et du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).